IMAGE PME : 1er trimestre 2025

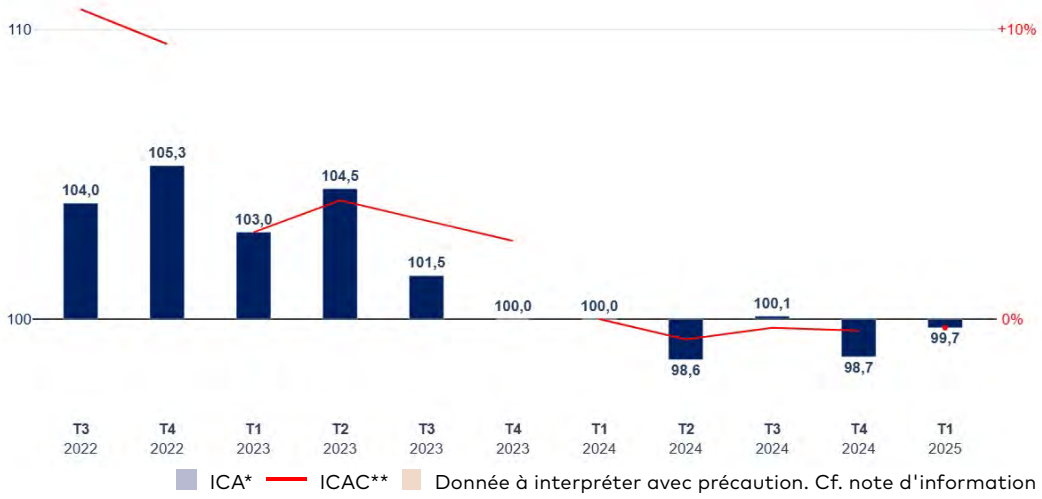
Analyse nationale

L'analyse de l'évolution trimestrielle de l'activité des TPE-PME

• Au 1er trimestre 2025, l'indice de chiffre d'affaires (ICA) des 560 000 TPE-PME françaises de notre échantillon est de 99,7, soit une diminution de chiffre d'affaires (CA) de 0,3% en valeur par rapport au 1er trimestre 2024. Ce résultat est la conséquence d'une baisse sur le mois de janvier et de deux légères hausses lors des mois de février et mars. Il s'agit toutefois du deuxième trimestre consécutif de repli de l'activité pour les structures de l'échantillon, dans un contexte de poursuite de la hausse du nombre de défaillances, selon le rapport Altares du 1er trimestre 2025.

• Ce résultat moyen masque toutefois des disparités en termes géographique et sectoriel comme le détaille la suite de l'analyse.

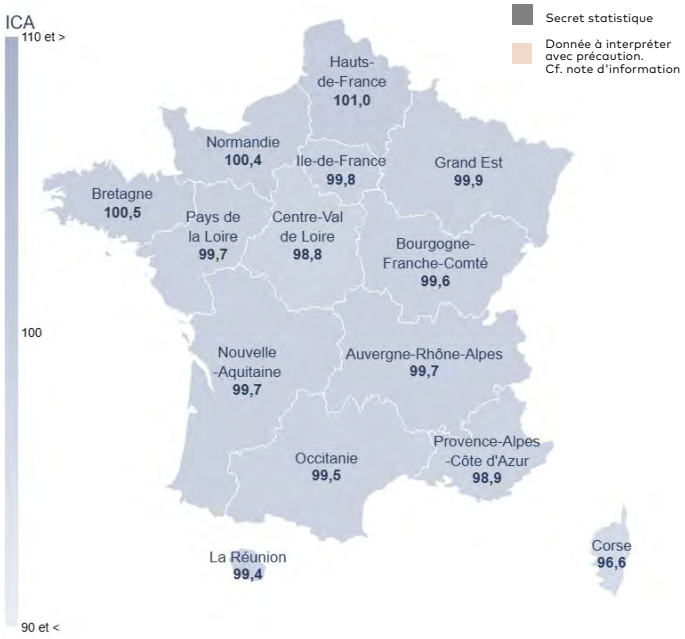
• Il convient également de noter que les résultats présentés dans cette analyse ne sont pas corrigés de l'inflation qui a progressé significativement depuis la fin de l'année 2021. Sur un an, les prix ont augmenté de 0,8% en mars 2025, comme en février selon l'Insee. Les accélérations des prix des services, notamment ceux des assurances et de l'alimentation, en particulier ceux des produits frais, sont compensées par les baisses de prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés.



-0,3 %

de baisse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2025 par rapport au 1er trimestre 2024

La carte de France



L'évolution de l'activité trimestrielle des régions

• Au 1er trimestre 2025, les TPE-PME de trois régions affichent une croissance d'activité et celles des autres territoires, un repli.

• Les entreprises des Hauts-de-France enregistrent un troisième trimestre consécutif de hausse et la meilleure performance (+1% en valeur), suivies par celles de Bretagne (+0,5%) et de Normandie (+0,4%).

• Les structures du Grand Est (-0,1%) et d'Île-de-France (-0,2%) voient leur CA quasi stagner, avec un résultat qui reste supérieur à la moyenne nationale. Celles de Nouvelle-Aquitaine, Pays de la Loire et Auvergne-Rhône-Alpes affichent une baisse de 0,3% en valeur, au niveau de la moyenne française.

• Les TPE-PME de Bourgogne-Franche-Comté (-0,4%), d'Occitanie (-0,5%), de La Réunion (-0,6%), de Provence-Alpes-Côte d'Azur (-1,1%), de Centre-Val de Loire (-1,2%) et surtout de Corse (-3,4%) enregistrent un recul d'activité plus important.

Pour plus de précision, les résultats sont détaillés dans les analyses régionales***

*L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés. **L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés. *** Concernant l'Outre-Mer, seuls les résultats de La Réunion sont présentés, les échantillons des autres DROM et des COM n'étant pas représentatifs.

L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PAR SECTEUR

Boulangerie et boulangerie-pâtisserie (10.71C)

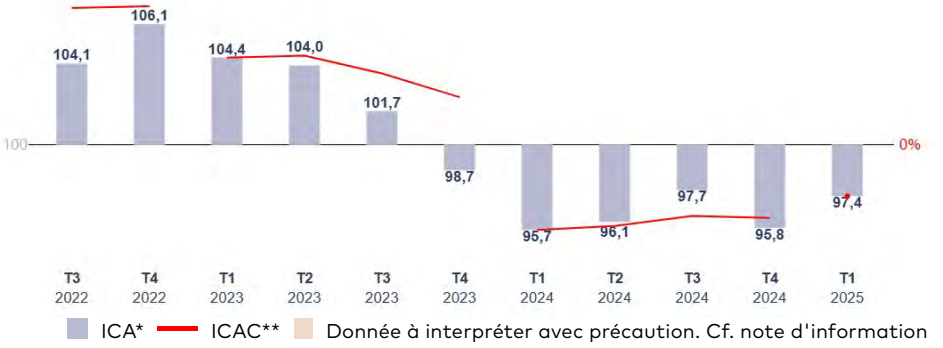
Après deux trimestres de stabilité, les boulangeries-pâtisseries de notre échantillon enregistrent un net repli de leur CA : -2,4% en valeur au 1er trimestre 2025, sur 12 mois glissants. L'effet de base était toutefois défavorable, en regard de la nette hausse enregistrée lors du 1er trimestre 2024. Elles continuent d'être impactées par les coûts de l'énergie et par la concurrence des chaînes industrielles de boulangerie qui proposent des produits moins chers. La hausse des prix des matières premières, notamment du beurre et des œufs, a pesé sur l'activité de janvier (vente des galettes des rois). De plus, les boulangeries sont concernées par une nouvelle taxe sur les emballages, entrée en vigueur le 1er janvier 2025, qui leur impose de payer une contribution pour chaque passage en caisse. Parallèlement, l'élargissement de l'offre de restauration salée représente un levier de croissance. Selon Strateg'eat, elles concurrencent de plus en plus les restaurants sur le créneau du déjeuner grâce à des prix moins élevés.

-2,4 %

de baisse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2025 par rapport au 1er trimestre 2024

Construction (F)

Les difficultés persistent pour les TPE-PME de la construction de l'échantillon avec un repli d'activité de 2,6% en valeur au 1er trimestre 2025. Dans sa note d'avril 2025, la FFB précise que les taux de crédit immobilier poursuivent leur baisse, entrainant une reprise de la production dans le neuf, même si cette bonne dynamique reste fragile. Les mises en chantier de logements poursuivent leur redressement, portées par le collectif, soutenues par le plan d'Action logement et de CDC habitat. L'individuel renoue avec une dynamique positive tout comme les ventes de promoteurs aux particuliers. Le non résidentiel neuf se tasse, pénalisé par les bâtiments industriels et les bureaux. Le marché de l'entretien-amélioration fléchissait en fin d'année y compris pour la rénovation énergétique. La Capeb indique de son côté un recul du volume d'activité de 5% au 1er trimestre : la baisse de la construction neuve reste marquée mais s'atténue tandis qu'elle se creuse dans l'entretien amélioration.

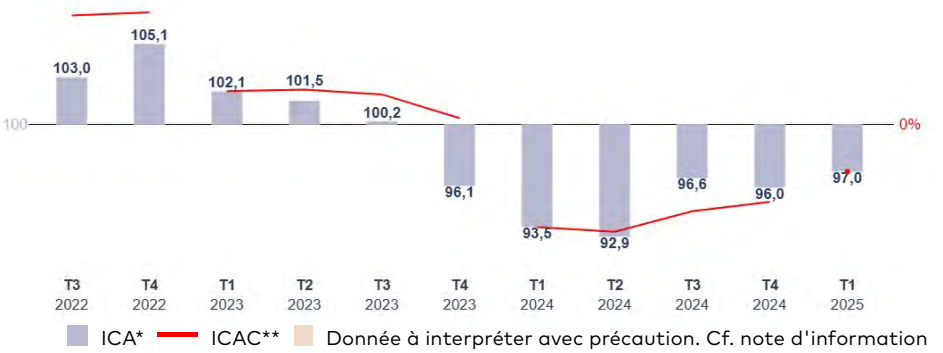


-2,6 %

de baisse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2025 par rapport au 1er trimestre 2024

Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre (43.99C)

Le CA des entreprises de maçonnerie poursuit sa diminution lors du 1er trimestre 2025, même si celle-ci est moins marquée que lors des précédents trimestres : -3% à prix courants comparativement au 1er trimestre 2024. Selon le rapport Altares du 1er trimestre 2025, les structures du secteur restent dans le rouge avec une hausse des défaillances de 5% sur un an. La Capeb confirme les difficultés dans sa note de conjoncture du 1er trimestre 2025, avec une baisse de l'activité en volume de 6,5%, soit la plus forte diminution de tous les corps de métier. Elle note également que plus d'une structure du bâtiment sur cinq déclare des besoins de financement liés à la baisse d'activité ou à l'allongement des délais de paiement clients.

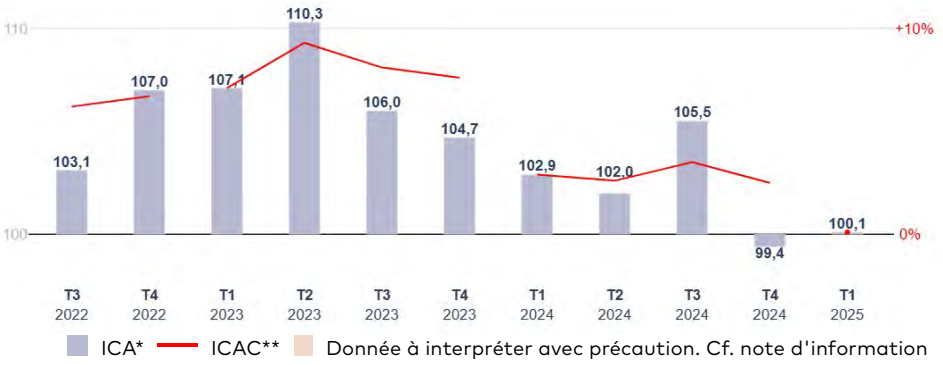


-3 %

de baisse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2025 par rapport au 1er trimestre 2024

Entretien et réparation de véhicules automobiles légers (45.20A)

Les garages automobiles de l'échantillon voient leur CA stagner (+0,1%) au 1er trimestre 2025 par rapport au 1er trimestre 2024. L'Observatoire des sinistres de collision automobile de l'association professionnelle SRA indique une progression des coûts de réparation s'élevant à 6,2% entre 2023 et 2024. Cette hausse s'explique par l'augmentation des prix des pièces détachées (+7,3% sur un an), de la main d'œuvre (+5,1%) et des ingrédients de peinture (+5%). En outre, le nombre moyen de pièces endommagées par sinistre est en augmentation, en raison de la conception plus sophistiquée des véhicules, entraînant une hausse du nombre de pièces remplacées (71,7% en 2024 contre 68% en 2020). Par ailleurs, les coûts de réparation des véhicules électriques (+14,3%) et hybrides (+15,7%) sont plus élevés que le coût moyen des réparations de véhicules toutes énergies confondues.

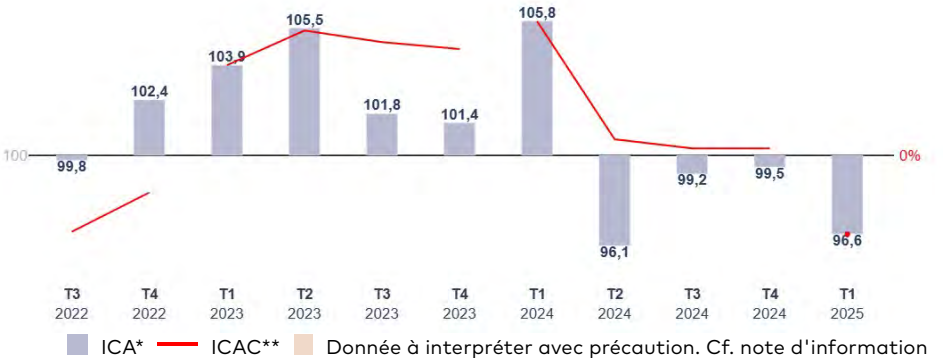


+0,1 %

de hausse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2025 par rapport au 1er trimestre 2024

Commerce de détail de viandes et produits à base de viandes en magasin spécialisé (47.22Z)

Les commerces de détail de viandes de notre échantillon affichent un quatrième trimestre consécutif de baisse de CA : -3,4% en valeur au 1er trimestre 2025 en glissement annuel. Les boucheries continuent de souffrir en raison de la baisse continue de la production de viande (-1,8% en 2025 selon l'institut de l'élevage). En parallèle, la consommation reste plutôt soutenue malgré les pressions persistantes sur le pouvoir d'achat des ménages. En effet, selon le cabinet d'études Xerfi, la consommation des ménages en viandes a de nouveau progressé avec un rythme toutefois ralenti (+1,2% en 2024 contre +6,1% en 2023). Ce déséquilibre entre l'offre et la demande ainsi que la hausse des coûts de production (énergie, transport, matières premières) entraînent une forte augmentation des prix. Les professionnels de la filière devront revoir leur stratégie tarifaire à la hausse sur l'ensemble de la chaîne de valeur (découpes, plats cuisinés, ...) pour pouvoir s'adapter à ce contexte économique tendu.

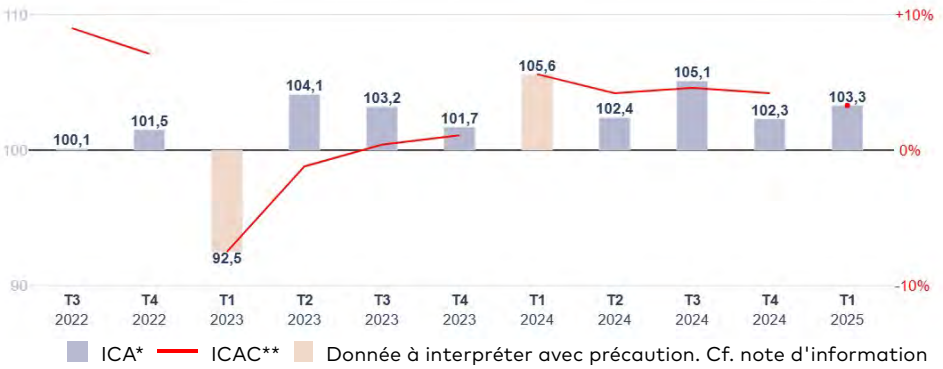


-3,4 %

de baisse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2025 par rapport au 1er trimestre 2024

Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé (47.73Z)

Les pharmacies de l'échantillon affichent toujours un CA en hausse : +3,3% au 1er trimestre 2025 en glissement annuel. Toutefois, selon les dernières tendances Extencia sur le secteur, la situation est plus nuancée qu'il n'y parait : les structures de plus grande taille enregistrent des croissances notables tandis que la situation est plus difficile pour celles de taille plus modeste. En outre, selon l'USPO, cette croissance est trompeuse car principalement imputable aux médicaments chers, dont les marges restent plafonnées, qui découle d'un transfert de prescriptions hospitalières vers la ville. Les volumes de vente sont globalement en baisse, avec un effet ciseaux amplifié par une baisse des prix des médicaments remboursables. La hausse des frais de personnel et des charges externes pèse sur la rentabilité des officines et sur leur capacité d'investissement. Cela entraine une dégradation des trésoreries et des tensions sur le financement. Les officines en milieu rural peinent ainsi à trouver des repreneurs, accentuant le phénomène de désertification médicale.

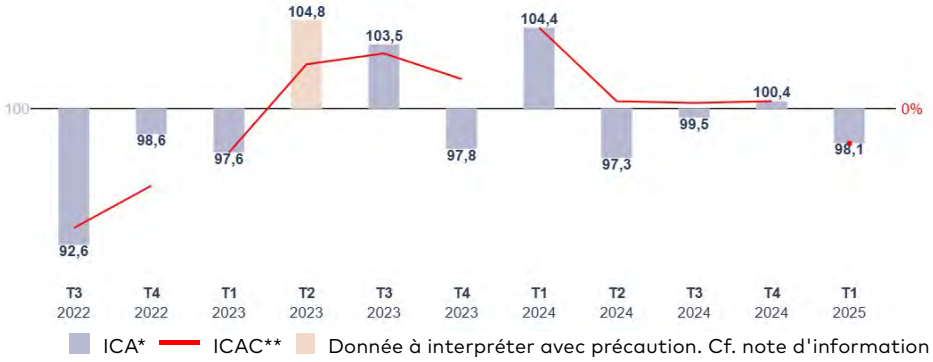


+3,3 %

de hausse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2025 par rapport au 1er trimestre 2024

Commerce de détail de fleurs, plantes, graines, engrais, animaux de compagnie et aliments pour ces animaux en magasin spécialisé (47.76Z)

Les commerces de détail de fleurs, plantes, graines, etc. enregistrent une baisse de CA de 1,9% en valeur au 1er trimestre 2025 en glissement annuel. La consommation des ménages en fleurs et plantes a reculé dans un contexte économique complexe. De plus, le secteur fait face à plusieurs enjeux tels que l'incertitude météorologique, la concurrence des grandes surfaces qui continuent de peser sur les petites boutiques traditionnelles, les conditions de travail, la santé des professionnels avec l'exposition aux pesticides ou les enjeux réglementaires et climatiques (ZFE, rareté d'eau, CO2). Cependant, selon Xerfi, une progression de chiffre d'affaires est attendue sur l'année 2025. Les professionnels vont devoir investir davantage dans le numérique (sites internet, réseaux sociaux, offres d'abonnement, etc.), ce qui leur permettra d'optimiser leurs ventes et leur logistique. Selon les Echos, les animaleries résistent mieux grâce à l'augmentation des volumes d'achats, portés principalement par le e-commerce.

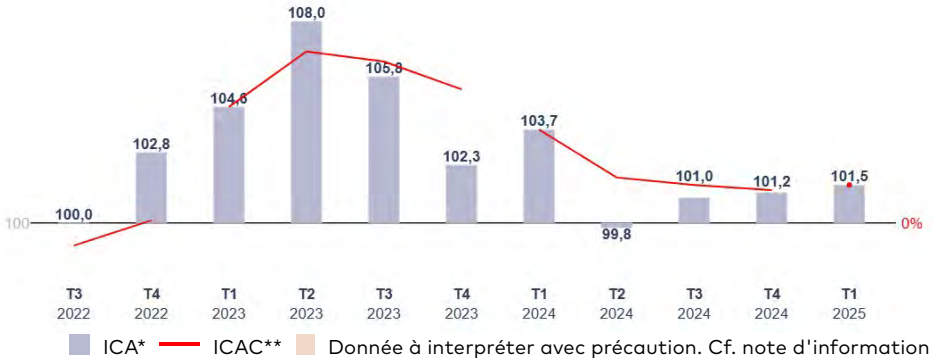


-1,9 %

de baisse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2025 par rapport au 1er trimestre 2024

Commerces de détail d'optique (47.78A)

Les opticiens de notre échantillon affichent un troisième trimestre consécutif de hausse d'activité : +1,5% en valeur au 1er trimestre 2025 par rapport au 1er trimestre 2024. Selon Xerfi, dans un contexte inflationniste, les opticiens n'ont toutefois augmenté leurs prix de vente moyen que de façon modérée : +1 euro sur un an, hausse similaire à celle observée en 2023. De plus, le secteur continue de bénéficier d'une demande soutenue pour des solutions optiques avancées, portée par la prévalence croissante des troubles visuels au sein d'une population vieillissante. Par ailleurs, selon les données du Conseil national de l'Ordre des Médecins, 55 départements sont en situation de sous-démographie ophtalmologique, dont 26 se distinguent par une proportion de personnes âgées de plus de 60 ans nettement supérieure à la moyenne nationale. Dans ce contexte, les opticiens, dont le maillage territorial est homogène, pourraient jouer un rôle accru dans le parcours de soins visuels.

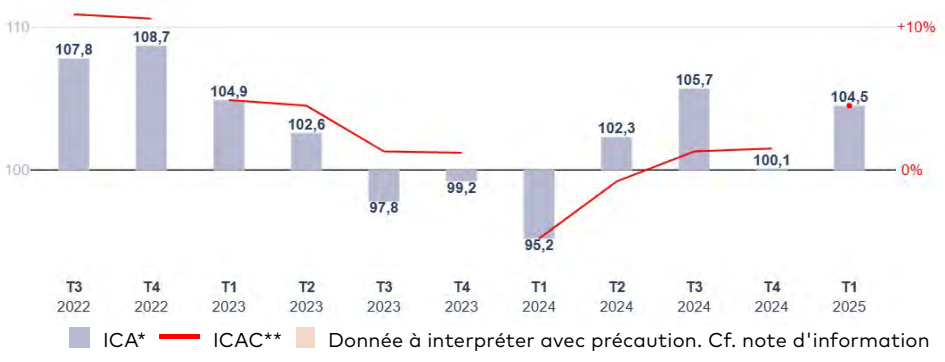


+1,5 %

de hausse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2025 par rapport au 1er trimestre 2024

Transports routiers de fret de proximité (49.41B)

Les TPE-PME des transports routiers de fret de proximité de notre échantillon poursuivent leur croissance avec une progression de CA de 4,5% en valeur au 1er trimestre 2025, mais avec un effet de base nettement favorable. En effet, selon la Fédération nationale du transport routier, comme au précédent trimestre, les chefs d'entreprise constatent majoritairement une diminution de leur activité lors du 1er trimestre 2025. Elle indique également que les effectifs de conducteurs stagnent par rapport aux précédents trimestres et demeurent inférieurs à ceux de la période sanitaire. Quant aux investissements, à savoir les renouvellements des parcs, ils régressent au 1er trimestre 2025 et restent en deçà de leur niveau moyen. Toutefois, selon le cabinet Altares les défaillances ont reculé de 3,7% au 1er trimestre 2025 pour les entreprises du transport routier de marchandises.

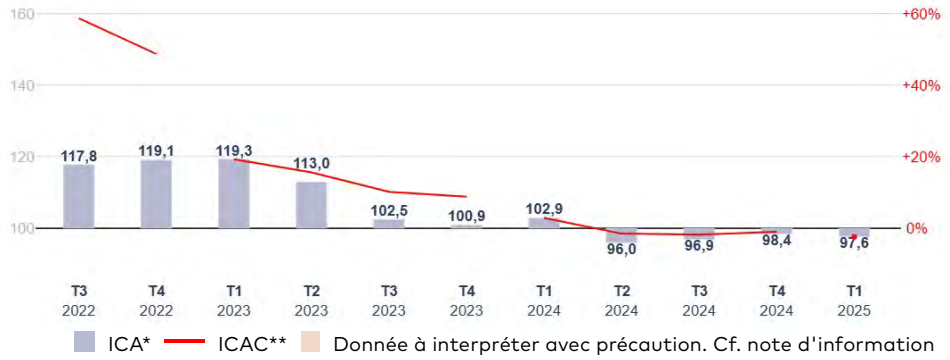


+4,5 %

de hausse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2025 par rapport au 1er trimestre 2024

Hôtels et hébergements similaires (55.10Z)

Les hôtels de notre échantillon affichent un recul de CA de 2,4% au 1er trimestre 2025 par rapport au 1er trimestre 2024. Selon Atout France, les taux d'occupation des hôtels en janvier et février 2025 restent stables sur l'ensemble du territoire métropolitain avec une hausse dans certaines métropoles régionales (Marseille +11 points et Toulouse + 12 points). Cette progression est portée principalement par la clientèle étrangère et la croissance des arrivées aériennes internationales vers la France métropolitaine (+13%). Les perspectives pour l'industrie hôtelière s'avèrent positives pour les prochains mois. En effet, 67% des Français ont l'intention de partir en vacances au printemps dont 75% envisagent de séjourner en France.

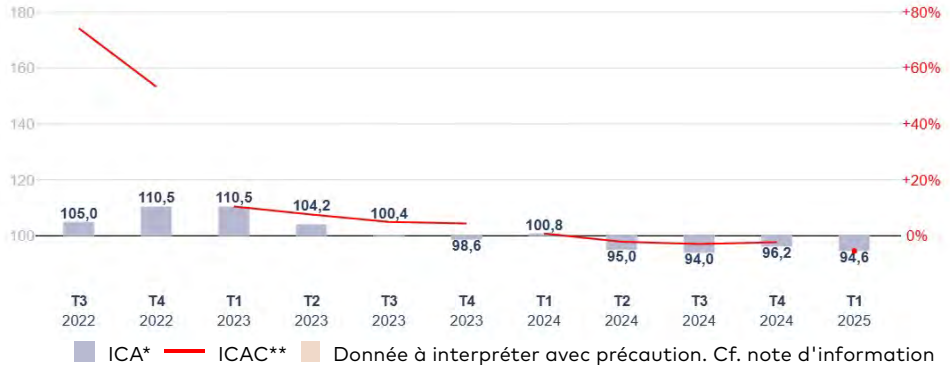


-2,4 %

de baisse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2025 par rapport au 1er trimestre 2024

Restauration traditionnelle (56.10A)

Les restaurants traditionnels de l'échantillon poursuivent leur recul d'activité : -5,4% au 1er trimestre 2025 sur les 12 derniers mois. Selon la 22e revue stratégique de Food Service Vision, les restaurants traditionnels souffrent toujours d'une baisse de fréquentation et d'arbitrages de consommation dans un contexte inflationniste persistant. Le ticket moyen progresse sous l'effet de l'inflation. Selon le cabinet comptable Extencia, le secteur de la restauration traditionnelle continue de faire face à plusieurs défis tels que la hausse des coûts de l'énergie et des matières premières, les changements d'habitudes de consommation, la durabilité, la pénurie de main d'œuvre, mais aussi la forte concurrence des restaurants rapides ou des cafés-boulangeries qui obligent les restaurateurs traditionnels à repenser leur offre pour rester compétitifs. Selon Altares, le taux de défaillance des entreprises du secteur a augmenté de 12% au 1er trimestre 2025.

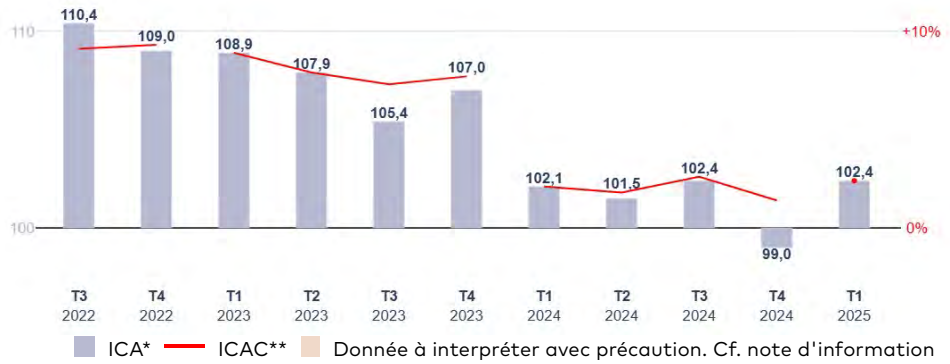


-5,4 %

de baisse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2025 par rapport au 1er trimestre 2024

Conseil en systèmes et logiciels informatiques (62.02A)

Après la baisse de CA du précédent trimestre, l'activité des entreprises de conseil en systèmes et logiciels informatiques de l'échantillon progresse de 2,4% au 1er trimestre 2025 par rapport à la même période de l'année précédente. Selon l'organisation professionnelle Numeum et le cabinet d'études PAC, une croissance modérée devrait se poursuivre en 2025. Pour rester compétitives, les entreprises du secteur doivent continuer à innover, notamment en s'appuyant sur l'intelligence artificielle et la cybersécurité, tout en identifiant de nouveaux relais de croissance. Elles doivent également mobiliser les ressources financières nécessaires pour soutenir l'innovation technologique, mais aussi accélérer l'adoption de technologies telles que l'IA générative et de solutions contribuant à la transition écologique et climatique.



+2,4 %

de hausse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2025 par rapport au 1er trimestre 2024

Agences immobilières (68.31Z)

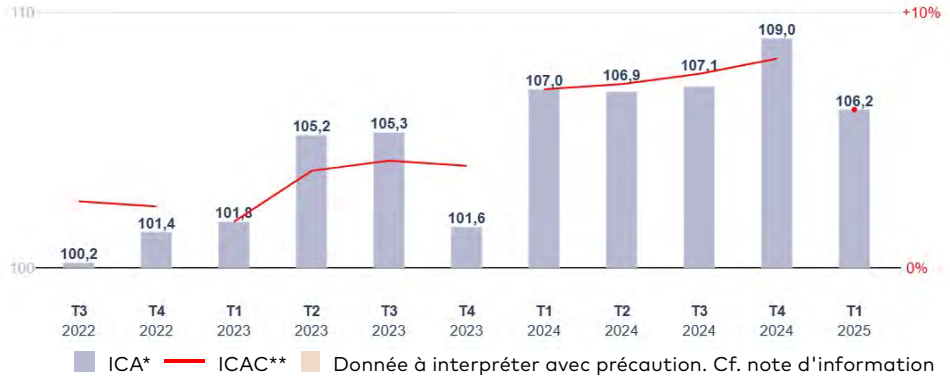
Avec un effet de base nettement favorable, l'activité des agences immobilières de l'échantillon enregistre une forte croissance lors du 1er trimestre 2025 : +12,7% en valeur comparativement au 1er trimestre 2024. Selon l'article du Journal de l'Agence, les réseaux Century 21, La Forêt et Orpi, indiquent que la demande reste en nette progression depuis le début d'année, portée par la réduction des taux d'intérêt sur les derniers mois et la tendance à la baisse des prix de vente. Cette reprise reste toutefois inégale selon les territoires, la dynamique étant plus porteuse dans certaines grandes agglomérations comme Toulouse. On note aussi un regain à Paris et en Île-de-France, après plusieurs mois d'ajustement des prix. Toutefois, selon le site meilleurtaux.com, après avoir diminué lors des derniers mois, les taux repartent légèrement à la hausse en avril en lien avec l'augmentation des OAT 10 ans, taux auxquels les banques se financent, même si celles-ci restent en phase de conquête clients. Selon Altares, les défaillances se sont réduites de près de 17% sur un an.

+12,7 %

de hausse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2025 par rapport au 1er trimestre 2024

Enseignement de la conduite (85.53Z)

Les TPE-PME françaises de l'enseignement de la conduite voient leur CA poursuivre sa hausse : +6,2% en valeur sur le 1er trimestre 2025 par rapport au 1er trimestre 2024. Cette croissance continue s'explique par l'émergence des auto-écoles en ligne qui ont bouleversé le modèle traditionnel des auto-écoles avec leurs prix compétitifs et leur flexibilité. Le secteur fait face à de multiples évolutions : généralisation du permis de conduire à 17 ans, digitalisation des inscriptions avec la mise en place de la plateforme RdvPermis, nouvelles mesures liées à l'attribution des places d'examen en 2025 pour raccourcir les délais d'attente et renforcer l'accessibilité du permis. Face à une concurrence de plus en plus intense, l'adaptation aux nouvelles réglementations et à la transition écologique deviennent des leviers pour maintenir cette trajectoire ascendante.

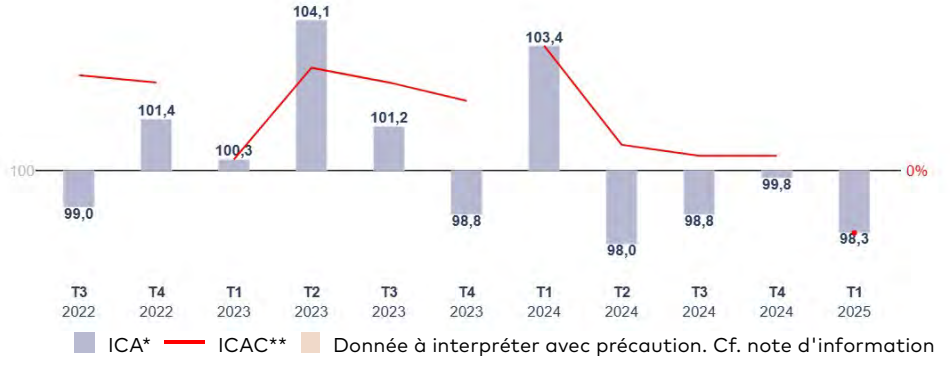


+6,2 %

de hausse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2025 par rapport au 1er trimestre 2024

Coiffure (96.02A)

L'indice de chiffre d'affaires des entreprises de coiffure de l'échantillon révèle un quatrième trimestre consécutif de baisse : -1,7% au 1er trimestre 2025 en glissement annuel, avec un effet de base défavorable. Selon le dernier rapport Altares, après avoir enregistré un record du nombre de défaillances en 2024, elles tentent de résister au 1er trimestre 2025. La concurrence s'intensifie entre les grandes enseignes, les salons indépendants et la coiffure à domicile, avec en parallèle, l'essor du « do it yourself ». Les visites tendent à s'espacer, pénalisant le CA des entreprises du secteur. On note également des difficultés de recrutement ou de fidélisation des salariés. La diversification des offres et des services proposés ou la digitalisation des prises de rendez-vous constituent toutefois des atouts pour les structures qui les proposent.



-1,7 %

de baisse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2025 par rapport au 1er trimestre 2024

SOURCES & MÉTHODOLOGIE

Les données proviennent de la base de données Statexpert, construite à partir des télédéclarations sociales et fiscales réalisées par les experts-comptables pour le compte de leurs clients, les TPE-PME. Les données présentées ici sont issues des informations provenant des déclarations mensuelles et trimestrielles de TVA (EDI-TVA). Il s'agit du chiffre d'affaires (CA) déclaré par les entreprises sur les déclarations de TVA des périodes concernées.

Les données trimestrielles sont basées sur un échantillon d'environ 560 000 entreprises au niveau national. Les données ont été calculées sur un périmètre d'entreprises présentes lors d'une période analysée et lors de la même période de l'année précédente, qui n'ont pas changé de code NAF et dont l'établissement principal n'a pas changé de département entre ces deux périodes. Les évolutions sont calculées en glissement annuel (une période par rapport à la même période de l'année précédente) et corrigées des jours ouvrés.

Les entreprises dont le CA mensuel ou trimestriel dépasse 3 fois l'écart-type du CA mensuel ou trimestriel moyen des entreprises du même secteur d'activité (niveau 1 - sections) ont été écartées de l'analyse. Les entreprises réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 50 millions d'euros sont également écartées de l'échantillon analysé.

Certaines déclarations à néant, notamment celles réalisées lors du mois de juillet ont pu être prises en compte afin de rendre compte de la réalité de l'activité des entreprises.

L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés. L'ICA est affiché dans les cartes et graphiques en base 100 en N-1. Un ICA de 102,1 signifie une augmentation de 2,1% par rapport à la même période de l'année précédente.

Effet de base : un effet de base peut survenir lorsque l'évolution d'une variable entre N et N-1 varie non pas en raison d'une variation du niveau de la variable entre ces deux dates, mais principalement en raison de l'évolution antérieure (entre N-1 et N-2). À titre d'exemple, si une entreprise a subi une forte baisse d'activité entre N-1 et N-2, alors il y a plus de chance que l'évolution soit positive entre N et N-1.

L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés. L'ICAC est affiché en évolution en % dans les graphiques.

Les secteurs correspondent à la nomenclature d'activités française - NAF rév. 2, 2008 (édition 2015)

- Niveau 1 (sections), soit 21 secteurs.

- Niveau 5 (sous-classes), soit 732 secteurs.

Pour en savoir plus sur l'actualité et les spécificités économiques, financières, juridiques, comptables, fiscales et sociales, consultez les analyses sectorielles sur https://www.experts-comptables.fr/ et https://bibliotique.com/bibliordre; retrouvez les indicateurs sur tous les secteurs d'activité sur www.imagepme.fr / Rubrique Données.

Infographie réalisée par :

IMAGE PME

Observatoire de la profession comptable

ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES